

BESANÇON > Enseignement supérieur

La Communauté d'universités perd son exécutif

Quand elle a appris, jeudi soir, que le président de la Communauté d'universités et d'établissements (COMUE), Nicolas Chaillet, et ses sept vice-présidents allaient démissionner dès le 13 décembre, date du prochain conseil d'administration (notre édition d'hier), Marie-Guite Dufay n'a pas caché son accablement. Les conflits à répétition, plus ou moins larvés avec certains des chefs d'établissements « coiffés » par l'organisme public d'enseignement supérieur et de recherche sont devenus l'un des cauchemars de la présidente de Région. Exaspération partagée par le recteur d'académie, Jean-François Chanet, et par sa ministre de tutelle, Frédérique Vidal.

Querelle d'ego irrationnelle

S'il fallait résumer succinctement cette situation complexe, la facilité serait de parler d'une querelle d'ego universitaire devenue irrationnelle. À Dijon, nombre d'enseignants de l'Université de Bourgogne n'ont jamais digéré que la présidence de la COMUE échoie « par accident industriel » en 2016 à un de leurs pairs de l'Université de Franche-Comté.

DOU07 - V1



Nicolas Chaillet : « Nous formons le vœu que le travail accompli ne soit pas détourné [...] au mépris de la démocratie. » Photo Ludovic LAUDE

À Besançon, leurs collègues répliquent qu'ils se méfient des tendances « hégémoniques » de la cité ducal. Ce clochemerle de l'enseignement supérieur et de la recherche prêterait à sourire si le budget annuel de l'ensemble n'était de

600 M€, s'il n'employait 8 000 personnes et pire, s'il ne risquait de compromettre le projet ISITE-BFC de construction d'une université fédérale, multipolaire et d'excellence. Validé par un jury international et doté d'un budget spécifique de

10 M€ par an jusqu'en 2020, ISITE-BFC sera à nouveau « évalué » par le même jury et de son verdict dépendra sa poursuite.

« Stratégie de blocage »

Si les dirigeants de la COMUE peuvent se prévaloir d'un bilan positif, avec un budget propre de 20 M€ et 300 collaborateurs directs, s'ils ont développé un « esprit de cohésion » au sein de leur équipe de direction mixte et se targuent d'avoir des indicateurs « au vert » pour leur part d'intervention dans le projet ISITE, il n'en va pas de même chez les chefs d'établissements. Quelques-uns ont pris du retard dans le respect des engagements pris devant le jury international tandis que d'autres s'en sont exonérés de fait. « Stratégie d'empêchement voire de blocage » et autres « manque de sens de l'intérêt général et jeux de pouvoir » que dénoncent Nicolas Chaillet et ses collègues. Avec l'espoir, malgré leur « déchirement » d'avoir dû se résoudre à cette extrémité, que cette démission collective provoque un électrochoc salutaire.

RODARDOU Jean-Pierre TENOUX

ER 17.11.18